

French firefighters demand more staffing, higher pay, and better possibilities for career development



(15 October 2019)

Firefighting organisations are on strike today in France, in continued demand for better working conditions and increased funding. In particular, they demand the government abandon measures for the Public Service bill, which has been unanimously denounced by all trade union organisations.

The joint actions, organised by all EPSU affiliated Unions and representing the vast majority of firefighters in France, began in June, and were originally intended to be carried out until August. However, after three months of action, there has been no formal response to their demands from the Ministry of the Interior. The unions, including the CGT, CFDT, FO and UNSA, are renewing their efforts and holding a national event in Paris.

Firefighters in France are faced with an increasingly unbearable situation. There are 40000 professional firefighters, the same number as in 2009, but callouts have increased by 15% since then. The unions want to see a re-organisation of emergency services, including more staffing, higher pay, and better possibilities for career development. They are also calling for health and safety concerns to be addressed, and particularly for the EU working time directive and subsequent case law be applied to all firefighters, whether they have professional or volunteer status. Finally, they are requesting better recognition of the risks involved in the profession.

The striking firefighters are joining the second day of action held by colleagues from social services in demand of more funding for health and social services.

EPSU and affiliates attending a meeting together in Brussels on 10 October sent a message of solidarity to all those involved.

Traduction :

Les pompiers français exigent plus de personnel, une rémunération plus élevée et de meilleures possibilités de développement de carrière

Les organisations syndicales et professionnelles des pompiers secours et incendie, sont en grève aujourd'hui en France, exigeant de meilleures conditions de travail et un financement pérenne des services d'incendie et de secours.

De plus, ils demandent au gouvernement d'abandonner les mesures de la loi sur la fonction publique, qui a été dénoncée à l'unanimité par toutes les organisations syndicales.

Les actions conjointes, menées par l'ensemble des syndicats affiliés à l'EPSU et représentant la grande majorité des pompiers en France, ont débuté en juin et devaient initialement être menées jusqu'en août.

Cependant, après trois mois d'action, il n'y a eu aucune réponse favorable du Ministère de l'Intérieur. Les syndicats, dont la CGT, la CFDT, le FO et l'UNSA, renouvellent leurs efforts et organisent un événement national à Paris.

Les pompiers en France sont confrontés à une situation de plus en plus insupportable.

Il y a 40000 pompiers professionnels, soit le même nombre qu'en 2009, mais les appels d'urgence de la population ont augmenté de 15 % depuis.

Les syndicats exigent une réorganisation des services d'urgence : plus de personnel, une rémunération plus élevée et un meilleur accès à la formation.

Ils demandent également que les problèmes de santé et de sécurité au travail soient pris en compte, et que la directive européenne sur le temps de travail et la jurisprudence antérieure soient appliquées à tous les pompiers, professionnels et volontaires. Enfin, ils demandent une meilleure reconnaissance des risques liés à la profession.

Les pompiers en grève se joignent à la deuxième journée d'action organisée par des collègues des hôpitaux et services d'urgence qui demandent plus de fonds pour la santé.

